

Brexit : la bourgeoisie entre le marteau du no-deal et l'enclume du Corbynisme

jeudi 31 octobre 2019, par [LABICA Thierry](#) (Date de rédaction antérieure : 29 octobre 2019).

Les divisions parmi les chefs de rayons du capitalisme contemporain sont profondes. Pour le CBI (Confederation of British Industries), la grande organisation patronale britannique, un Brexit sans accord promet le « chaos économique » général pour des années.

L'investissement est en recul constant tandis que du côté des seuls services financiers les coûts de préparation à la sortie atteignent les 4 milliards de livres. Le retour des contrôles aux frontières promet des retards catastrophiques quand par ailleurs, dans le secteur automobile, par exemple, les capacités de stockage de pièces détachées ne sont que de trois semaines. Dans les grandes surfaces, au cours des trois derniers mois de l'année, la majorité des produits frais viennent du Sud de l'Europe et ne peuvent être stockés. Les conditions d'exportation pour la viande, les produits laitiers, les œufs, la question des échanges avec la République d'Irlande, restent toutes en suspens. À moyen terme, 90 % des biens à l'export seraient à nouveau affectés par des droits de douane et nombre d'entreprises - si elle le peuvent - devront s'installer en Europe continentale pour préserver leur accès aux marchés. Si l'on observe la question par régions, les perspectives s'assombrissent un peu plus encore, notamment pour tout le secteur manufacturier qui représente encore 10 % de l'économie britannique (23 % en 1980, 17 % en 1998). Au cours des derniers mois, ce secteur a connu sa plus forte contraction depuis sept ans et les intentions d'investissements sont en négatif pour la première fois depuis trois ans. La région des Midlands (Birmingham), qui concentre nombre d'activités industrielles, a connu la chute la plus nette de sa production comme des commandes. Et la promesse d'une rupture nette (*clean break*) qui mettrait fin à l'incertitude apparaît d'ores et déjà totalement illusoire. Une absence d'accord négocié aujourd'hui veut dire des années de négociations incessantes sur un nombre infini de sujets, sans compter, encore et toujours, la question commerciale et politique de la frontière irlandaise. Mais n'oublions pas la réponse qui fut celle de Johnson aux questions soulevées par les conséquences d'un *hard Brexit* pour l'activité des entreprises : lors d'une rencontre de diplomates européens en juin 2018, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, Johnson avait sobrement déclaré : « *Fuck business* ». Beaucoup s'en étaient émus. On comprend d'autant mieux les « incertitudes » patronales.

La recherche d'une stabilisation

La fuite en avant nationaliste ultra-droitière du gouvernement Johnson (ouvertement soutenu par l'extrême droite, Bannon, l'ancien conseiller de Trump, inclus), en tournant le dos au CBI et en piétinant la « souveraineté parlementaire » britannique s'est aliéné suffisamment d'élus conservateurs pour lui assurer une position maintenant très minoritaire qui impose l'organisation de nouvelles élections législatives dans les semaines à venir. De leur côté, les libéraux démocrates ("centristes") maintenant dirigés par Jo Swinson proposent d'annuler purement et simplement le résultat du référendum de 2016. La position allie l'inconséquence et l'hypocrisie à un degré

d'intensité inhabituel. La dirigeante des « Libdems » semble déjà oublier que son propre parti annonça ce référendum avec entrain à l'époque et que non content d'avoir organisé et conduit les politiques d'austérité en coalition avec les conservateurs, Swinson elle-même a voté au parlement avec les conservateurs plus souvent encore (849 fois entre 2010 et 2015) qu'un certain nombre d'élus conservateurs (72) eux-mêmes. L'abandon pur et simple du référendum promet un niveau élevé de tensions sociales avec la confirmation la plus claire de la nullité complète de quelque expression de démocratie électorale que ce soit, confirmation dont ne manqueront pas de se réjouir les adeptes du dirigeant « fort » et « providentiel ». Dans cet environnement assez irrationnel, la direction travailliste a commencé à occuper une place nouvelle et là encore, très imprévue. Il y a peu encore, les milieux d'affaires estimaient couramment que Corbyn Premier ministre serait bien pire qu'un Brexit sans accord. Chez Morgan Stanley, on considérait par exemple que dans une telle éventualité, « *nous pourrions assister à la plus grande reconfiguration du contexte politique depuis les années 1970* ». En mars 2019, les analystes de la City pensaient voir s'éloigner le risque d'un « *no-deal* ». Depuis fin août, cependant, c'est du côté de cette même direction politique que certains commencent à reconnaître, contre toute attente, la voix de la raison et de la modération : le résultat du référendum de 2016 doit être honoré, un accord avec l'UE doit être trouvé (et au vu des échanges entre la direction travailliste et les négociateurs européens de février dernier, les bases en sont d'ores et déjà jetées et acceptées de part et d'autres) et l'aventure anglo-nationaliste et raciste de Johnson doit être stoppée. Le contenu de cet accord doit être validé par vote populaire (et non par le seul Parlement) qui permettrait alors de restaurer un terrain de priorités et d'urgences communes à la très grande majorité des populations qui se sont divisées jusqu'ici sur la question du Brexit.

L'hypothèse Corbyn

Le 14 août dernier, Jeremy Corbyn, en sa qualité de chef de l'opposition, écrivait aux représentants des autres partis présents au Parlement britannique pour leur proposer de conduire une coalition de court terme (après vote majoritaire de motion de censure) devant rejeter la perspective d'un Brexit sans accord et faire l'annonce d'élections anticipées. Plusieurs élus conservateurs lui firent cordialement part de leur disponibilité pour discuter de ce projet avec lui et d'autres partis d'opposition. Ken Clarke lui-même, tory historique et doyen du Parlement, bien que fondamentalement hostile à Corbyn, accepta le principe d'un tel accord temporaire lorsque la question lui fut posée. Début septembre, le journal de droite *The Telegraph*, rapportait comment, dans deux des plus grandes banques en opération de la City, Citibank et Deutsche Bank, on en était venu à considérer que Corbyn valait mieux désormais qu'un Brexit sans accord, mais aussi qu'un gouvernement Johnson qui aurait la responsabilité de gérer une telle transition. Ce en dépit du grave danger que continue d'incarner Corbyn sur le long-terme. De son côté, le site « *Financial News* » (9 septembre) a sondé près de 250 financiers de la City. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux se disent hostiles à une sortie sans accord. Mais 54 % préfèrent encore un tel scénario à l'arrivée de Corbyn à Downing Street, choc dont beaucoup pensent qu'une génération ne suffirait pas à se remettre. La nouveauté tient cependant au fait que près de la moitié des agents interrogés en sont venus à accepter cette seconde éventualité : soit par conviction qu'une politique ouvrière ne peut être que temporaire, « corrigée » par les marchés, et que le danger est de ce fait surévalué ; soit parce qu'un gouvernement Johnson représente une menace majeure pour le maintien de la livre sterling (qui a subi sa baisse la plus forte depuis trois ans à l'annonce de la suspension du Parlement), soit, parce qu'un Brexit sans accord serait en tous points calamiteux pour l'activité. Ces atermoiements des milieux capitalistes en disent plus longs sur la perplexité, voire la panique ambiante que sur l'orientation de la direction travailliste elle-même. Le *Financial Times* continue d'y voir clair. Début septembre, il titrait, menaçant : le Labour « *est déterminé à reprendre le pouvoir aux patrons et aux propriétaires immobiliers pour le restituer aux travailleurs et aux locataires* ». Comme l'observait Corbyn dans son discours du 10 septembre dernier : « *Les couvertures*

médiatiques hostiles à notre parti n'ont certes pas manqué ces dernières années. Mais cette fois, il [le FT] a mis dans le mille ».

Thierry Labica

[Click here](#) to subscribe to our weekly newsletters in English and or French. You will receive one email every Monday containing links to all articles published in the last 7 days.

P.-S.

Thierry Labica, L'Hebdo anticapitaliste, 26 octobre 2019